

Do you speak swiss?

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **24 (1987)**

Heft 868

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1019697>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Le lancement d'une initiative visant à introduire dans notre Charte fondamentale un article qui inciterait la Suisse à axer sa politique étrangère et sa politique de sécurité sur le désarmement et la paix mondiale suscite la discussion. L'initiative témoigne-t-elle d'un "réalisme évident" ou ne sert-elle qu'à "jouer sur les grands mots sans que la réalité ne bouge"? Les points de vue divergents de Jean Ziegler et d'André Gavillet.

Pour une politique étrangère digne de ce nom

■ Le 18 mai passé a été lancé à Berne une initiative populaire qui veut inscrire le *désarmement* et une *politique active de paix* dans un nouvel article 2^{bis} de la Constitution. Portée par le Mouvement suisse pour la paix (à ne pas confondre avec le Conseil suisse de la paix!), des socialistes, des syndicalistes, des chrétiens engagés, l'initiative comporte les trois points suivants:

1. La Confédération s'engage en faveur d'un monde sans armes, où la paix, la sécurité et le bien-être de tous les êtres humains et de la nature sont garantis et où la guerre est bannie pour toujours.
2. Notre politique étrangère et de sécurité sert à atteindre ce but.
3. A cette fin elle oeuvre notamment à l'interdiction totale à l'échelon mondial et sous contrôle international de toute explosion atomique, de toute arme dans l'espace ainsi que du développement, des essais et de la production de nouvelles armes; à l'élimination totale à l'échelon mondial et sous contrôle international de toutes les armes atomiques, biologiques et chimiques, de toutes les armes à rayonnement et de celles qui sont

dirigées contre l'environnement, de toutes les armes de destruction massive et de toutes les armes de guerre conventionnelles; à l'instauration de procédures obligatoires visant au règlement pacifique des différends internationaux; à ce que les ressources devenues ainsi disponibles soient affectées au développement des pays pauvres et à la solution des problèmes urgents de l'humanité.

Cette initiative procède-t-elle de l'idéalisme aveugle, de la naïveté désolante? Non. *Elle témoigne d'un réalisme évident.* Pour au moins deux raisons. La première: 40 000 ogives nucléaires sont entassées aujourd'hui par les différents Etats. Notre chétive planète peut sauter à n'importe quel moment... par le crime d'un fou ou la faute d'un imbécile. Avec l'arsenal actuel de destruction la planète peut être détruite plus de 4000 fois! Entre l'armement actuel et l'idée de défense nationale, il n'y a donc plus aucun lien. Une rationalité autonome – celle de l'équilibre de la terreur – est à l'œuvre. Or, la loi de la jungle, de la terreur "équilibrée" n'est pas une garantie de paix. La seconde raison: les Etats industriels ont dépensé l'an dernier, selon la Banque mondiale, 1100 milliards de dollars pour leur production d'armement. Au 31 décembre 1986, la dette extérieure des 122 pays du Tiers monde était de 980 milliards de dollars. 43 000 enfants meurent de faim chaque jour. La misère, le chômage, le désespoir avancent comme des cavaliers de l'apocalypse dans les terres d'Afrique, d'Amérique centrale et méridionale. Le désarmement négocié, simultané, contrôlé, symétrique et gra-

duel permettrait de libérer d'énormes ressources en capital, en intelligence humaine, en temps de travail pour le développement de la recherche sur le cancer, l'investissement dans l'infrastructure des pays prolétaires.

La Suisse existe, contrairement à ce que veulent nous faire croire les philanthropes de nos banques multinationales. Elle a une diplomatie, un gouvernement, elle dispose d'un prestige international et d'un héritage historique. Elle pourrait – si elle le voulait – développer une politique étrangère digne de ce nom. Tous les problèmes évoqués dans le texte de l'initiative *la touchent directement*: même le militaire le plus borné ne peut croire qu'une troisième guerre mondiale et nucléaire épargnerait la Suisse. Le désarmement nucléaire en Europe – la double option zéro (destruction de toutes les fusées nucléaires intermédiaires, de toutes les armes atomiques tactiques) – est une question de vie ou de mort pour notre peuple. Le tiers monde – le massacre d'hommes, de femmes, d'enfants toujours plus nombreux par le sous-développement organisé de leurs forces de production – est intolérable. Moralement et politiquement, pour tous les êtres pensants.

La Constitution fixe des buts, donne des mandats. Elle exprime la volonté du peuple. A la Conférence de Vienne, qui actuellement discute le désarmement en Europe, la Suisse est absente. Dans la lutte contre l'Afrique du Sud, elle se tait. Elle refuse l'ONU. Malgré les efforts tenaces de Pierre Aubert, notre politique étrangère se résume presque entièrement aux relations commerciales et financières extérieures. Banalités... tout le monde le sait. Et beaucoup de citoyens en souffrent. Le désarmement et le développement – des utopies? Oui, si on s'en tient aux négociations d'Etat. Entre les Etats, les grands surtout, les relations aujourd'hui sont nécrosées. Mais les opinions publiques de nos sociétés démocratiques sont, elles aussi, des sujets de l'histoire. Si l'opinion suisse voulait sortir de son coma, renoncer à son indolence, à son abyssale léthargie, elle pourrait, grâce à cette initiative, contribuer à la survie des hommes sur terre et à la construction de la paix.

Jean Ziegler

Do you speak swiss?

■ Dans une interview accordée à *Expression*, magazine de l'American express, Jacques Pilet, réd' en chef de *L'Hebdo*, se déclare frappé de constater qu'entre certains de ses collaborateurs et certains services de Ringier, il faille recourir à l'anglais pour se comprendre. Ainsi Zofingue "is over the Sarine".